

# COMMUNE DE CALIGNAC

\*\*\*

## CONSEIL MUNICIPAL DU 20/10/2023

---

### PROCES VERBAL DE SEANCE

Date du Conseil Municipal : **VENDREDI 20 OCTOBRE 2023**  
Date de convocation : **LUNDI 16 OCTOBRE 2023**  
Secrétaire de séance : **Bruno ARCHER**

*L'an deux-mil vingt-trois, le vendredi vingt octobre, à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de CALIGNAC s'est réuni à la Mairie, en salle de Conseil, sous la présidence de Mme Danielle OLLIVIER, le plus âgé des membres du Conseil*

PRESENTS : Jérôme ALLEARD, Bruno ARCHER, Stéphanie DAVID, Sandrine GEORGE, Patrice LACOR, Sandra LEMAIRE, Hélène MARION, Christine NEVEU, Danielle OLLIVIER, Yannick SEMPE

ABSENT: Serge LAGOURGUE donne pouvoir à Jérôme ALLEARD

Membres en exercice :	<b>11</b>	Pour :	<b>11</b>
Membres présents :	<b>10</b>	Contre :	<b>0</b>
Suffrages exprimés :	<b>11</b>	Abstentions :	<b>0</b>

---

#### Objet : **ELECTION DU MAIRE**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-7  
Considérant que le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue  
Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après:

- 1er tour de scrutin:  
Candidat: Stéphanie DAVID  
Nombre de bulletins: 11  
Bulletins blancs: 1  
Suffrage exprimé: 10  
Majorité absolue: 6

Madame Stéphanie DAVID ayant obtenu la majorité absolue, a été proclamée maire.

---

#### Objet : **DETERMINATION DU NOMBRE D'ADJOINTS AU MAIRE**

L'article L 2122-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) précise qu'il y a, dans chaque commune, un maire et un ou plusieurs adjoints élus parmi les membres du conseil municipal.

En application de l'article L 2122-2 du CGCT, le nombre d'adjoints au maire est fixé par le conseil municipal et peut atteindre, au maximum, 30 % de l'effectif légal du conseil.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

1- Décide de fixer à deux le nombre des adjoints au Maire de la commune.

---

#### Objet : **ELECTION DES ADJOINTS AU MAIRE**

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2122-7 et L 2122-7-1  
Considérant que le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue  
Le dépouillement du vote a donné les résultats ci-après:

### **ELECTION DU 1er ADJOINT:**

- 1er tour de scrutin:

Candidat: Danielle OLLIVIER

Nombre de bulletins: 11

Bulletins blancs: 1

Suffrage exprimé: 10

Majorité absolue: 6

Mme OLLIVIER a obtenu 10 voix

Mme Danielle OLLIVIER ayant obtenu la majorité absolue est élue 1ère adjointe

### **ELECTION DU 2<sup>ème</sup> ADJOINT:**

- 1er tour de scrutin:

Candidats: Bruno RACHER et Sandrine GEORGE

Nombre de bulletins: 11

Bulletins blancs: 0

Suffrage exprimé: 11

Majorité absolue: 6

M. ARCHER a obtenu 6 voix

Mme GEORGE a obtenu 5 voix

M. Bruno ARCHER ayant obtenu la majorité absolue est élu 2ème adjoint

---

### **Objet : ELECTION DES DELEGUES DE LA COMMUNE AU SYNDICAT TERRITOIRE D'ENERGIE**

Madame le Maire rappelle aux Membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne (ex Sdee 47), qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire du département.

**Vu**, le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** les statuts modifiés de Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne approuvés par Arrêté Préfectoral le 20 février 2020,

Il convient d'élire, pour représenter la commune à Territoire d'Énergie Lot-et-Garonne au sein de la Commission Territoriale d'énergie «CTE», pour former un collège, deux délégués titulaires et deux délégués suppléants au scrutin secret à la majorité absolue.

Si, après 2 tours de scrutin, aucun candidat n'aura obtenu la majorité absolue, un troisième tour de scrutin aura lieu à la majorité relative.

En cas d'égalité de suffrages, l'élection sera acquise au plus âgé.

Se sont portés candidats pour les délégués titulaires :

- Serge LAGOURGUE

- Patrice LACOR

Se sont portés candidats pour les délégués suppléants :

- Danielle OLLIVIER

- Sandrine GEORGE

### **Premier tour de scrutin :**

Nombre de bulletins : **11**

Nombre de bulletins blancs ou nuls : **0**

Nombre de suffrages exprimés : **11**

Majorité absolue : 6

Les personnes désignées plus avant, élues à l'unanimité, ont été désignées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

**1- Désigne, pour représenter la commune au syndicat territoire d'énergie:**

**DELEGUES TITULAIRES :** - Serge LAGOURGUE  
- Patrice LACOR

**DELEGUES SUPPLEANTS :** - Danielle OLLIVIER  
- Sandrine GEORGE

---

**Objet : ELECTION DES DELEGUES DE LA COMMUNE AU SYNDICAT EAU 47**

Monsieur le Maire rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au Syndicat Départemental EAU 47, qui est l'autorité organisatrice du service public de distribution d'eau potable et d'assainissement sur l'ensemble du territoire du département.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier l'article L. 5211-6 et suivants,

Considérant que la commune a transféré la ou les compétences optionnelles eau potable, assainissement collectif et assainissement non collectif,

Il convient d'élire, pour représenter la commune au Syndicat EAU 47 **un délégué titulaire et un délégué suppléant** au scrutin secret à la majorité absolue.

S'est porté candidat pour être délégué titulaire :

- Stéphanie DAVID

S'est porté candidat pour être délégué suppléant :

- Sandrine GEORGE

**Premier tour de scrutin :**

Nombre de bulletins : **11**

Nombre de bulletins blancs ou nuls : **0**

Nombre de suffrages exprimés : **11**

Majorité absolue : 6

Les personnes désignées plus avant, élues à l'unanimité, ont été désignées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

**1- Désigne, pour représenter la commune au Syndicat EAU 47**

**DELEGUE TITULAIRE :** Stéphanie DAVID

**DELEGUE SUPPLEANT :** Sandrine GEORGE

---

**Objet : DELEGATIONS CONSENTIES AU MAIRE EN VERTU DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

Vu les articles L 2122-22 et L 2122-23 du code général des collectivités territoriales,

Considérant que le maire de la commune peut recevoir délégation du conseil municipal afin d'être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre un certain nombre de décisions,

Considérant qu'il y a lieu de favoriser une bonne administration communale et après en avoir délibéré, le conseil municipal décide à l'unanimité:

**Article 1** : Le maire est chargé, pour la durée du présent mandat, et par délégation du conseil municipal :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;

2° De fixer, dans les limites de 1000€, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;

3° De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du code de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

- 4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret ainsi que toute décision concernant leurs avenants qui n'entraînent pas une augmentation du montant du contrat initial supérieure à 5 %, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- 5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- 6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- 7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- 8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- 9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite de 500€ ;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé de 10 000€;
- 21° D'exercer, au nom de la commune et dans les conditions fixées par le conseil municipal, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 et suivants du code de l'urbanisme.
- 23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;
- 24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;
- 25° D'exercer, au nom de la commune, le droit d'expropriation pour cause d'utilité publique prévu au

troisième alinéa de l'article L. 151-37 du code rural et de la pêche maritime en vue de l'exécution des travaux nécessaires à la constitution d'aires intermédiaires de stockage de bois dans les zones de montagne ;

26° De demander à tout organisme financeur, dans les conditions fixées par le conseil municipal, l'attribution de subventions;

27° De procéder, dans la limite de 500€ de travaux, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation;

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

Article 2 : Conformément à l'article L 2122-17 du code général des collectivités territoriales, les compétences déléguées par le conseil municipal pourront faire l'objet de l'intervention du premier adjoint en cas d'empêchement du maire.

Article 3 : Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Conformément à l'article L 2122-23, les maires ont la faculté de subdéléguer les attributions qui leur sont confiées par délégation du conseil municipal, sauf disposition contraire de la délibération du conseil municipal.

Comme il s'agit de pouvoirs délégués, le maire doit, selon les dispositions de l'article L 2122-23 du CGCT, "en rendre compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal" (c'est-à-dire une fois par trimestre).

Par ailleurs, les décisions en cause sont à répertorier dans le registre des délibérations du conseil municipal et pas dans celui relatif aux arrêtés municipaux (article R 2122-7-1).

Mais surtout, les actes ainsi pris par le maire par délégation du conseil municipal sont assujettis aux mêmes conditions de contrôle et de publicité que les délibérations habituelles, c'est-à-dire doivent donner lieu à transmission à l'autorité préfectorale ainsi qu'à affichage et publication.

Dans tous les cas, le conseil municipal peut toujours mettre fin au dispositif de délégation de pouvoirs au maire.

#### **Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- 1- Décide de déléguer au Maire les prérogatives prévues par l'article L 2122-22 du CGCT et désignées plus avant, dans leur totalité, sachant que celui-ci devra en rendre compte en Conseil Municipal,

---

#### **Objet : INDEMNITES DE FONCTION DU MAIRE ET DES ADJOINTS**

Vu les articles L 2123-20 à L 2123-24-1 du CGCT.

Considérant que la population municipale est de 476 habitants et 481 pour la population totale au dernier recensement du 1er janvier 2022.

Considérant que le taux de l'indemnité de fonction du maire est fixé à 25,5% de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

Considérant que le taux de l'indemnité de fonction d'un adjoint est fixé à 9,9% de l'indice terminal de l'échelle indiciaire de la Fonction Publique.

#### **Où cet exposé, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :**

- 1- Décide d'indemniser le Maire et les deux Adjointes de la commune de CALIGNAC au taux maximum prévu pour la strate de population de moins de 500 habitants, à compter du 01/11/2023 de la manière suivante :

FONCTION	POURCENTAGE DE L'INDICE BRUT
Maire	25.5%
1 <sup>er</sup> Adjoint	9.9%
2 <sup>ème</sup> Adjoint	9.9%

---

**Objet : DESIGNATION D'UN REPRESENTANT A LA COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Madame, Monsieur le Maire, informe l'assemblée qu'en vertu de l'article 1609C nonies IV du Code Général des Impôts, une commission locale chargée d'évaluer les transferts de charges doit être créée entre l'EPCI et ses communes membres.

La CLECT a plusieurs missions, dont notamment, l'évaluation des coûts induits par les transferts de compétences entre les communes et la communauté de communes.

Cette commission est composée d'un membre de chaque commune désignée au sein et par les conseils municipaux.

Par délibération en date du 22 janvier 2020, le conseil communautaire a fixé à 33 le nombre de délégués titulaire de la CLECT.

En conséquence, au regard de tous ces éléments, il est proposé au conseil municipal de désigner comme membre titulaire et suppléant les candidats suivants :

Titulaire : Patrice LACOR

Suppléant : Hélène MARION

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal :**

- Désigne comme candidat à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées
  - o Titulaire : Patrice LACOR
  - o Suppléant : Hélène MARION

---

**Objet : DECISION MODIFICATIVE N°2**

Section	Dépenses		Recettes		
	Comptes	Montant	Comptes	Montant	
<b>INVESTISSEMENT</b>					
	2188	200,00 €			
			021	-18 500,00 €	
				200,00 €	-18 500,00 €
<b>FONCTIONNEMENT</b>	60621	2 000,00 €			
	60631	500,00 €	7067	1 210,00 €	
	6064	200,00 €	6419	2 000,00 €	
	618	110,00 €			
	673	100,00 €			
	6288	300,00 €			
	633	1 000,00 €			
	6411	3 000,00 €			
	6413	8 000,00 €			
	6450	6 500,00 €			
	023	-18 500,00 €			
					3 210,00 €

**Objet : MODIFICATION DE LA DUREE DE TRAVAIL DE L'ATSEM**

Compte tenu de la réorganisation des emplois du temps du personnel de l'école suite au départ en retraite et arrêt maladie, il convient de modifier la durée hebdomadaire de service de l'emploi correspondant.

Cette modification n'est pas assimilée à une suppression d'emploi car elle :

- Ne modifie pas au-delà de 10% la durée initiale de l'emploi

**Le Maire propose à l'assemblée :**

De modifier la durée hebdomadaire de l'emploi en question à compter du 01/11/2023 de la façon suivante :

- ancienne durée hebdomadaire : 27,92 (27h55)
- nouvelle durée hebdomadaire : 27.06 (27h04)

**Le conseil municipal** après en avoir délibéré,

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L542-1 à L.542-5,

Vu le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux fonctionnaires territoriaux nommés sur des emplois permanents à temps non complet,

Vu le tableau des emplois,

**DECIDE :**

- d'adopter la proposition du Maire
- de modifier ainsi le tableau des emplois,
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

**Objet : Contrat Groupe d'Assurance des risques Statutaires (CGAS) 2025-2028**

Le Maire expose

- L'opportunité pour la commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire

(risque employeur), en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 alinéa 5, permettant aux centres de gestion de souscrire, pour le compte des collectivités et établissements du département qui le demandent, des contrats d'assurance les garantissant contre les risques financiers des absences pour raison de santé ;

Vu le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités et établissements territoriaux ;

Vu le code de la commande publique ;

Le Conseil, après en avoir délibéré :

Décide :

**Article unique :** La commune charge le Centre de gestion de négocier un contrat groupe auprès d'une entreprise d'assurance agréée. Ce contrat est ouvert à adhésion facultative.

La commune se réserve la faculté d'y adhérer, une fois les résultats de la consultation présentés par le Centre de gestion. Cette adhésion supposera la prise d'une nouvelle délibération et la signature d'une convention.

Le contrat groupe prévoira la prise en charge de tout ou partie des risques suivants qui correspondent à la charge nous incombant, en tant qu'employeur public, en cas d'arrêt pour raison de santé de nos agents :

- Agents CNRACL (régime spécial) :  
Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, maternité/paternité/adoption, accident de service, décès, longue maladie / longue durée.
- Agents IRCANTEC (régime général) :  
Maladie ordinaire, temps partiel thérapeutique, maternité/paternité/adoption, accident de service, grave maladie.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la commune une ou plusieurs formules.

Le contrat groupe devra également avoir les caractéristiques suivantes :

Durée du contrat :	4 ans, à effet au premier janvier 2025.
Régime du contrat :	Par capitalisation (c'est-à-dire que l'assureur continuera de prendre en charge tout sinistre débuté pendant la durée du contrat, même si ce sinistre perdure une fois le contrat arrivé à terme. C'est la date de survenance du sinistre qui est prise en compte. Toute rechute concernant un même sinistre survenu en cours de contrat continuera également d'être prise en charge par le même assureur).

---

**Objet : DEROGATION A L'ORGANISATION DE LA SEMAINE SCOLAIRE**

Dans le cadre du décret n°2017-1108 du 27 juin 2017 relatif aux dérogations à l'organisation de la semaine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires publiques, un aménagement du temps scolaire réparti sur 4 jours hebdomadaires a été mis en œuvre et approuvé par la délibération n°2021-0001 du 4 février 2021.

Conformément à l'article D521-12 du Code de l'éducation, cette décision ne peut porter sur une durée supérieure à trois ans, or elle arrive à échéance.

Dans l'attente de l'avis du Conseil d'école qui se tiendra le 7 novembre 2023

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,**

- Vote le maintien de la semaine de 4 jours à compter de la rentrée scolaire de septembre 2024.

---

**Objet : TARIFS GARDERIE**

Lors du précédent Conseil Municipal du 12 septembre 2023 il a été décidé de passer la garderie à 2€, Madame le Maire propose que ce tarif soit modulé de la façon suivante :

- 1€ de 16h30 à 17h15
- 2€ au-delà de 17h15.

**Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Madame le Maire, après en avoir délibéré,**

- Refuse la modification tarifaire et reste à 2€ la garderie de 16h30 à 18h30.

---

Fin de séance à 21h30